

Unité interdépartementale Savoie/Haute-Savoie
3 rue Paul Guiton
74000 Annecy

Annecy, le **18 JUL. 2022**

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/07/2022

Contexte et constats

Publié sur



ARDOISIERE FANGLE GRORID

ROUTE DES ARDOISIÈRES
74110 MORZINE

Références : 202207/07-RAP-InspArdFGrorodMorzine-vs

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/07/2022 dans l'établissement Ardoisière Fangle Grorod implanté Route des Ardoisières 74110 MORZINE. L'inspection a été annoncée le 10/06/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ARDOISIERE FANGLE GRORID
- ROUTE DES ARDOISIÈRES 74110 MORZINE
- Code AIOT dans GUN : 0006101862
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED – MTD

La Société A Responsabilité Limitée (SARL) Ardoisières du Fangle-Grorod a été autorisée à poursuivre l'exploitation de la carrière souterraine d'ardoises par arrêté préfectoral du 21 juin 2007 pour une durée de 30 ans.

L'autorisation porte sur les parcelles 12 à 16, 651, 655, 656, 657, 675, 676, 678 et 680 de la section AL, 213 à 220 de la section AK, 720 à 723 et 868p de la section A pour une superficie de 30 700 m². La carrière comporte 4 galeries, 3 pour l'exploitation (0, 1a et b) et une pour l'issue de secours (2). L'exploitation est saisonnière, elle se déroule d'octobre/novembre à mai/juin selon les enneigements. La production annuelle moyenne est 30 à 40 tonnes pour 5 à 10 m² exploités.

La société titulaire de l'autorisation d'exploiter la carrière est une SARL dont le gérant monsieur Pierre-Yves GROROD n'est pas salarié.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suite de l'inspection 2021
- Suivi des désordres.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Délais
Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 26/07/2007, article 7.5	4 mois
Étude de stabilité Suivi des désordres	Arrêté Préfectoral du 26/07/2007, articles 7.4 I. Et 7.4.3	5 mois
Étude de stabilité Suivi des désordres	Arrêté Préfectoral du 26/07/2007, articles 7.4 I. Et 7.4.3	6 mois
Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 26/07/2007 Annexe relative aux garanties financières : 1 – Périodicité	30/09/22

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées
Extraction	Arrêté Préfectoral du 26/07/2007, article 1	Aucune suite
Dispositions générales	Arrêté Préfectoral du 26/07/2007, article 5	Aucune suite
Étude de stabilité Suivi des désordres	Arrêté Préfectoral du 26/07/2007, articles 7.4 I. Et 7.4.3	Aucune suite

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au regard des constats réalisés durant la visite d'inspection, il n'est pas proposé de suites administratives.

L'exploitant devra cependant justifier :

- sous 4 mois : de la demande de modification d'une prescription de son arrêté préfectoral ou de la transmission du plan d'exploitation ;
- sous 5 mois et avant la reprise de l'exploitation, la mise en place :
 - de la traçabilité du suivi des désordres de l'ardoisière et actions réalisées ;
 - d'une procédure d'urgence dans le cas d'une évolution d'un désordre ou d'une régression de la cloche de la galerie 2 ;
- sous 6 mois, du recensement de l'ensemble des ancrages présents dans chaque galerie 0, 1a et 2 sur un plan ;
- avant le 30/09/2022, de la transmission de l'acte de cautionnement pour une période quinquennale d'un montant de 3 000 € à monsieur le préfet de la Haute-Savoie.
-

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/07/2007, article 1
Thème(s) : Situation administrative
<p>Prescription contrôlée : Exploitation de carrière souterraine d'ardoises (schistes ardoisiers) dont la superficie est de 30 700 m² Parcelles concernées</p> <ul style="list-style-type: none"> • section A n° 720 à 723 et 868 p ; • section AK n° 213 à 220 ; • section AL n° 12 à 16, 651, 655, 656, 657, 675, 676, 678, et 680. <p>La carrière souterraine se décompose comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> • trois galeries d'extraction 0, 1a et 1b desservies par deux tunnels d'accès (accès commun pour les galeries 1a et 1b) et reliées par une communication existante (issue de secours) ; • la galerie 2 à usage exclusif d'issue de secours en commun avec la carrière de la SARL Maurice BUET. <p>Productions autorisées</p> <ul style="list-style-type: none"> • moyenne : 650 t/an ; • maximale : 780 t/an.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitation de l'ardoisière a été réalisée de décembre 2021 à mars 2022. Seule la galerie 0 a été exploitée, l'exploitant nous a déclaré une production d'environ 0,2 tonnes. Les chutes issues de la réalisation des ardoises sont toujours utilisées par M. Grorod dans son entreprise de TP. Elles forment un tas de taille très modeste à proximité de l'entrée de la galerie 0. Il les utilise dans le cadre de soubassement, sous-couche, etc. L'exploitant n'a pas progressé en surface. Il exploite toujours le banc découvert lors du dernier</p>

minage (2019). La galerie 1a, non exploitée, n'a pas été visitée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/07/2007, article 5
Thème(s) : Risques accidentels – Contrôle des accès, affichage
<p>Prescriptions contrôlées :</p> <p>L'entrée des tunnels d'accès aux galeries doit être fermée à clef lorsqu'il n'y a pas de personnel à l'intérieur. Le danger est signalé par des pancartes placées sur les chemins d'accès aux abords des tunnels.</p> <p>L'entrée de la carrière sera matérialisée par un dispositif mobile, interdisant l'accès en dehors des heures d'exploitation. Le remblayage des carrières est géré de manière à assurer la stabilité physique des terrains remblayés. Il ne nuit pas à la qualité du sol ainsi qu'à la qualité et au bon écoulement des eaux.</p> <p>Constats :</p> <p>Le jour de l'inspection, nous avons constaté les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • il n'y avait aucune activité dans la carrière, l'entrée de chaque galerie était fermée à clé 0, 1ab et 2 ; • la porte de la galerie 1 a été remplacée par une porte métallique fermée à clé. La porte métallique de la galerie 2 a été réparée. Nous avons testé la solidité des portes des galeries 1 et 2 ainsi que l'ouverture et la fermeture de ces dernières. Nous n'avons pas constaté de dysfonctionnement ; • un dispositif mobile (chaîne) a été mis en place pour fermer l'accès au périmètre de la carrière en dehors des heures de présence de M. Grorod. L'exploitant nous a déclaré que d'ici cet automne, il va remplacer la chaîne par la mise en place d'un portail coulissant. Ce dernier sera fermé à clé en dehors de la présence de M. Grorod. L'accès aux galeries 1ab et 2 va également être modifié. L'accès ne fera plus côté « habitations » mais depuis le site de l'entreprise TP Grorod. Le site sera entièrement clos vis-à-vis des tiers. Des bornes de géomètre ont été installées pour délimiter le périmètre. <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> <p>Proposition de suites : Sans objet</p>

Nom du point de contrôle : Plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/07/2007, article 7.5
Thème(s) : situation administrative
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Il sera établi un plan de l'ensemble des travaux à l'échelle 1/1 000e.</p> <p>Sur ce plan seront reportés :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation avec un repérage des parcelles par rapport au cadastre, • les limites du périmètre autorisé, • les cotes des points significatifs ainsi que les parties abandonnées des travaux. <p>La mise à jour de ce plan devra avoir lieu une fois par an. Dans le mois qui suit, ce plan certifié et signé par l'exploitant, sera adressé à l'inspection des installations classées (DRIRE).</p> <p>Constats :</p> <p>L'exploitant devait réaliser la mise à jour du plan d'exploitation en 2022.</p> <p>Il nous a déclaré qu'il n'avait pas progressé en surface dans l'exploitation de son site vis-à-vis du</p>

dernier plan transmis. Aucun minage n'a été réalisé pour progresser dans le banc d'ardoise actuellement exploité dans la chambre de la galerie 0.

Il n'a donc pas fait établir un nouveau plan d'exploitation. Il souhaiterait que cette prescription soit modifiée et transmettre la mise à jour du plan uniquement après chaque minage.

Lors de l'inspection, nous avons constaté que la surface d'extraction n'avait pas progressé.

Dans ce cadre, sous 4 mois, si l'exploitant souhaite modifier la périodicité de mise à jour du plan d'exploitation et le transmettre uniquement après chaque minage, conformément à l'article R. 181-46 du code de l'environnement, il portera à la connaissance de monsieur le préfet de la Haute-Savoie une demande argumentée de demande de modification des prescriptions de l'article 7.5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Il transmettra cette demande à l'adresse suivante :

Monsieur le préfet de la Haute-Savoie
Pôle Administratif des Installations Classées
3 Rue Paul Guiton
74 000 Annecy

Dans le cas où il ne transmettrait pas cette demande de modification de la prescription de l'arrêté préfectoral, il transmettra à l'inspection le plan d'exploitant dans les mêmes délais.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Étude de stabilité – Suivi des désordres

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/07/2007, articles 7.4 I. Et 7.4.3

Thème(s) : Risques accidentels, Stabilité – Suivi des désordres

Prescriptions contrôlées :

Articles 7.4.1. Méthode d'exploitation

(...)

Dans tous les cas, le toit de l'exploitation se situera au niveau du banc dénommé « La taille ». Il sera procédé à un boulonnage systématique du toit au droit des passages de circulation permanente (couloirs) ainsi que dans les zones déjà exploitées, avant approfondissement lorsque des hétérogénéités sont constatées. Les boulons posés auront une longueur minimale de deux mètres. Dans les zones en cours d'exploitation, des piliers provisoires de soutènement seront placés si nécessaires pour garantir la zone de travail.

Il sera procédé autant que nécessaire, à des travaux de purge. Les déchets d'extraction, résultant de l'abattage à l'explosif seront empilés jusqu'au toit, en lieu et place des vides créés par l'exploitation pour réduire les galeries d'accès aux fronts à une largeur de 5 mètres environ.

7.4.3. Stabilité de la carrière

L'étude de stabilité SIMESCOL jointe à l'étude d'impact a été réalisée dans l'hypothèse d'un rocher massif très peu fracturé. Si ces conditions n'étaient plus vérifiées, de nouvelles dispositions devront être étudiées.

Tous les 5 ans, une reconnaissance géologique de la carrière par un organisme compétent devra être effectuée pour vérifier l'absence de dégradations du site.

Toute instabilité susceptible de mettre en péril le personnel ou l'exploitation impliquera l'arrêt de l'exploitation afin d'évaluer les risques et la prise des mesures nécessaires pour éliminer le risque.

Information en sera immédiatement donnée à l'inspecteur des installations classées (DRIRE).

Constats :

Galerie 2 – C1 : (2020 – constat Géolithe n°1) : rupture de la plaque rocheuse au niveau du toit. Mise en place d'un IPN de soutènement galvanisé. Les travaux réalisés sont satisfaisants, pas de préconisation de la part du bureau géotechnique.

Galerie 2 – C2 : (2020 – constat Géolithe n°2) : une cloche présentait un risque de débouillage sur le moyen/long terme à la sortie du tunnel d'accès. Un suivi a été mis en place à l'aide de pierres peintes mises en œuvre sur le toit du tunnel, sous la cloche pour permettre d'identifier un

événement. L'étude met en avant que si les marques de peinture ne sont plus visibles, c'est qu'elles ont été recouvertes par un événement et qu'une régression est en cours au niveau de la cloche.

C1: Bien qu'il n'y ait pas de préconisation particulière sur ce désordre dans le rapport de l'étude géotechnique, l'exploitant nous a déclaré qu'il réalisait un suivi annuel.

C2: Le dispositif de surveillance a été mis en place en 2019. Il met en évidence l'absence d'évolution. La surveillance se poursuit annuellement avant chaque reprise d'activité.

Sous 5 mois et avant la reprise de l'exploitation, l'exploitant tracera l'ensemble des suivis qu'il réalise (demandés ou non par le bureau géotechnique) par écrit : date d'intervention, intervention réalisée (purge, test, suivi des témoins, ancrage, etc.), résultat.

L'exploitant doit mettre en place une procédure d'urgence par écrit (page de garde du cahier de suivi des désordres par exemple) avec a minima les actions suivantes :

1. Régression au niveau de la cloche :
 - condamnation de l'accès ;
 - avertissement de la DREAL par mail aux adresses suivantes :
 - emmanuelle.maillard@developpement-durable.gouv.fr ;
 - ud-ds.dreal-auvergne-rhone-alpes@developpement-durable.gouv.fr ;
 - appel du bureau de géotechnique pour programmer une inspection de la galerie ;
2. évolution d'un désordre
 - condamnation du lieu ou matérialisation de l'interdiction de pénétrer dans la zone où le désordre a évolué ;
 - avertissement de la DREAL par mail aux adresses suivantes :
 - emmanuelle.maillard@developpement-durable.gouv.fr ;
 - ud-ds.dreal-auvergne-rhone-alpes@developpement-durable.gouv.fr ;
 - appel du bureau de géotechnique pour programmer une inspection de la galerie.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Étude de stabilité – Suivi des désordres

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/07/2007, articles 7.4 I. Et 7.4.3

Thème(s) : Risques accidentels, Stabilité – Suivi des désordres

Prescriptions contrôlées :

Articles 7.4.1. Méthode d'exploitation

(...)

Dans tous les cas, le toit de l'exploitation se situera au niveau du banc dénommé « La taille ». Il sera procédé à un boulonnage systématique du toit au droit des passages de circulation permanente (couloirs) ainsi que dans les zones déjà exploitées, avant approfondissement lorsque des hétérogénéités sont constatées. Les boulons posés auront une longueur minimale de deux mètres. Dans les zones en cours d'exploitation, des piliers provisoires de soutènement seront placés si nécessaires pour garantir la zone de travail.

Il sera procédé autant que nécessaire, à des travaux de purge. Les déchets d'extraction, résultant de l'abattage à l'explosifs seront empilés jusqu'au toit, en lieu et place des vides créés par l'exploitation pour réduire les galeries d'accès aux fronts à une largeur de 5 mètres environ.

7.4.3. Stabilité de la carrière

L'étude de stabilité SIMESCOL jointe à l'étude d'impact a été réalisée dans l'hypothèse d'un rocher massif très peu fracturé. Si ces conditions n'étaient plus vérifiées, de nouvelles dispositions devront être étudiées.

Tous les 5 ans, une reconnaissance géologique de la carrière par un organisme compétent devra être effectuée pour vérifier l'absence de dégradations du site.

Toute instabilité susceptible de mettre en péril le personnel ou l'exploitation impliquera l'arrêt de l'exploitation afin d'évaluer les risques et la prise des mesures nécessaires pour éliminer le risque. Information en sera immédiatement donnée à l'inspecteur des installations classées (DRIRE).

Constats :

Galerie 1b/Galerie 2 – C3 : (2020 – constat Géolithe n°3) : rupture de la plaque rocheuse au niveau du toit. Mise en place d'un IPN de soutènement galvanisé. Les travaux réalisés sont satisfaisants, pas de préconisation de la part du bureau géotechnique.

Galerie 1b – C4 : (2020 – constat Géolithe n°4) : présence d'une écaille rocheuse au niveau d'un sifflet. Son évolution à court terme paraît peu probable, cependant il est nécessaire de tester cette écaille à la purge à chaque reprise d'activité annuelle ou de procéder à son confortement par la mise en place d'ancrages.

Galerie 1b – C5 : (2020 – constat Géolithe n°5) : présence de fissures au niveau du pilier : surveillance des témoins cimentés. Dans le cas d'une évolution de la situation, l'exploitant mettra en place des boulons d'ancrage.

Galerie 1 – C6 : (2020 – constat Géolithe n°6) : rupture de la plaque rocheuse au niveau du toit avec présence d'un vide. Mise en place d'un IPN de soutènement galvanisé. Un repère est mis en place à l'aide de tiges métalliques coudées mises en œuvre de part et d'autre de la fissure.

Galerie 1a – C7 : (2020 – constat Géolithe n°7) : La plupart des ancrages observés sur le site présentent un niveau de corrosion avancé : traitement par passivation avant traitement anti-corrosion ou remplacement d'ici 5 ans.

C3, C5 et C6 : L'exploitant a réalisé avant l'exploitation de l'ardoisière le suivi de chaque désordre. Lors de l'inspection nous avons également regardé si des évolutions des désordres étaient visibles (vérification des témoins métalliques, des « plâtres », etc.). Nous n'avons pas constaté d'évolution défavorable.

C4 : L'inspection rappelle que dans la galerie 1b, même si elle n'est pas en exploitation le test de purge de l'écaille doit être réalisé. Dans le cas contraire un système pour signaler que l'accès de cette galerie est interdit (rubalise par exemple) doit être mis en place.

C7 : **Sous 6 mois**, l'exploitant doit recenser l'ensemble des ancrages présents dans chaque galerie 0, 1ab et 2 sur un plan.

Il annotera chaque ancrage, pour préciser si visuellement et après nettoyage de la corrosion, il considère que l'ancrage assure toujours sa fonction de sécurité.

Il précisera également si des ancrages ne sont plus nécessaires ou si d'autres ancrages doivent être ajoutés (fissure de toit, pelle, etc.). Il transmettra un planning prévisionnel pour le traitement/remplacement des ancrages qui le nécessite.

Type de suites proposées : Susceptible de suite

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Étude de stabilité – Suivi des désordres

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/07/2007, articles 7.4 I. Et 7.4.3

Thème(s) : Risques accidentels, Stabilité – Suivi des désordres

Prescriptions contrôlées :

Articles 7.4.1. Méthode d'exploitation

(...)

Dans tous les cas, le toit de l'exploitation se situera au niveau du banc dénommé « La taille ». Il sera procédé à un boulonnage systématique du toit au droit des passages de circulation permanente (couloirs) ainsi que dans les zones déjà exploitées, avant approfondissement lorsque des hétérogénéités sont constatées. Les boulons posés auront une longueur minimale de deux mètres. Dans les zones en cours d'exploitation, des piliers provisoires de soutènement seront placés si nécessaires pour garantir la zone de travail.

Il sera procédé autant que nécessaire, à des travaux de purge. Les déchets d'extraction, résultant de l'abattage à l'explosifs seront empilés jusqu'au toit, en lieu et place des vides créés par l'exploitation pour réduire les galeries d'accès aux fronts à une largeur de 5 mètres environ.

7.4.3. Stabilité de la carrière

L'étude de stabilité SIMESCOL jointe à l'étude d'impact a été réalisée dans l'hypothèse d'un rocher

massif très peu fracturé. Si ces conditions n'étaient plus vérifiées, de nouvelles dispositions devront être étudiées.

Tous les 5 ans, une reconnaissance géologique de la carrière par un organisme compétent devra être effectuée pour vérifier l'absence de dégradations du site.

Toute instabilité susceptible de mettre en péril le personnel ou l'exploitation impliquera l'arrêt de l'exploitation afin d'évaluer les risques et la prise des mesures nécessaires pour éliminer le risque.

Information en sera immédiatement donnée à l'inspecteur des installations classées (DRIRE).

Constats :

Désordre galerie 0 – C8 (2020 – constat Géolithe n° 8) : Présence de 2 petites écailles au niveau du toit de la galerie

Désordre galerie 0 – C9 et C10 (2020 – constats Géolithe n° 9 et 10) : surveillance de la cloche et remplacement de l'ouvrage de soutènement en bois

Désordre galerie 0 – C11 (2020 – constat Géolithe n° 11) : large poche d'altération avec érosion du béton en pied droit côté est dans le tunnel d'accès

C8 : L'exploitant a testé les écailles avant la reprise d'exploitation. Il les a purgées en mai 2022. Lors de l'inspection nous avons constaté que la purge a bien été effectuée.

C9 et C10 : Le jour de l'inspection nous avons constaté que l'ouvrage de soutènement au niveau de la voute ne montrait aucune évolution (corosion, glissement, etc.). La cloche ne montre pas d'évolution depuis la mise en place de l'ouvrage de soutènement en acier galvanisé.

C11 : L'étude géotechnique préconise des travaux d'entretien de ce mur pour limiter le risque de vieillissement prématuré qui à terme pourrait conduire à l'effondrement d'une partie du mur.

Les travaux préconisés sont les suivants :

- piquage des parties altérées du béton ;
- piquage et purge des matériaux fins et des pierres pouvant être extraites à la main ;
- mise en œuvre d'un treillis métallique sur la zone en creux. Le treillis sera fixé sur tout son pourtour sur le béton sain (goujons métalliques) et en surface par ferraillage de fers à béton dans les colluvions ;
- mise en œuvre d'un béton soit projeté, soit banché.

Le jour de l'inspection, nous avons constaté que le mur de part et d'autre du tunnel avait été refait. Des drains ont été mis en place pour évacuer l'eau. Nous n'avons pas constaté d'altération depuis que les travaux ont été réalisés par l'exploitant.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Garanties Financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/07/2007, Annexe G. Financières : 1 – Périodicité

Thème(s) : Situation administrative

Prescriptions contrôlées :

La durée de l'autorisation est divisée en période quinquennale. A chaque période correspond un montant de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de cette période. Le schéma d'exploitation et de remise en état en annexe présente les surfaces à exploiter et les modalités de remise en état pendant ces périodes.

Constats :

L'acte de cautionnement pour l'exploitation de la carrière souterraine d'ardoise exploitée par la SARL Ardoisière Fangle Grorod arrive à échéance le 30/09/2022.

L'exploitant transmettra **avant la date de l'échéance**, l'original du nouvel acte de cautionnement d'un montant de 3 000 € pour une nouvelle période quinquennale à monsieur le préfet de la Haute-Savoie :

Monsieur le préfet de la Haute-Savoie
Pôle Administratif des Installations Classées
3 Rue Paul Guiton

74 000 Annecy
Type de suites proposées : Susceptible de suite
Proposition de suites : Sans objet

